



Conference
on the Future
of Europe

Atelier d'avenir „FutureLabEU – Vos idées pour l'Europe!“

Les 24 et 26 Novembre 2021

Une manifestation dans le cadre de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe

- REVENDICATIONS À LA POLITIQUE -

Travail, emploi et formation à l'ère digitale

Le premier atelier sur la numérisation et le marché du travail a été dirigé par M. Franz Clément, chercheur en sociologie au LISER (Luxembourg Institute of Socio Economic Research) à Esch-Belval. Après la prise de connaissance, Franz Clément entre dans le thème avec une présentation d'impulsion. Il a d'abord été question de la situation générale dans la Grande Région. La principale conclusion a été le fait que la pandémie de COVID-19 a entraîné une accélération non négligeable de l'évolution de la numérisation, du Télétravail et de la situation actuelle du marché du travail, qui n'aurait peut-être pas eu lieu à ce point. Après cela, les idées de chaque participant ont été cueillies, discutées et formulées en tant qu'idées de groupe.

Les idées proposées sont les suivantes:

1. Stages et la situation des apprentis

Les stages et les postes d'apprentissage sont très importants pour la Grande Région. En raison de la pandémie de COVID-19, nous avons tiré plusieurs conclusions:

En raison de la pandémie de COVID-19, de nombreux stages et apprentis ont été annulés ou n'ont eu lieu que partiellement. En raison de la situation du coronavirus, il était également plus difficile d'obtenir des stages qui ont lieu dans un autre pays. Il est très important que celles-ci soient réintroduites. Lors des stages en ligne, il y a souvent eu un manque de contact humain et d'entraînement. Il conviendrait d'étudier comment améliorer la conception des stages en ligne et les rendre plus interactives si elles ont besoin d'être à nouveau en ligne. En outre, **il serait souhaitable que les jeunes puissent bénéficier d'un plus grand nombre d'options de stage transfrontaliers. Par exemple, nous proposons un programme de stages de grande région où les stagiaires et les apprentis peuvent effectuer des séjours en Allemagne, en France et au Luxembourg. Cela favoriserait également les échanges culturels et linguistiques entre les jeunes de la Grande Région.**



2. Les frontières de la Grande Région et leur influence sur les jeunes et leurs perspectives d'emploi

Les fermetures de frontières au cours de la pandémie de COVID-19 ont souvent rendu la vie des habitants de la région frontalière difficile. Il y a eu des situations où les résidents n'ont pas pu faire le plein parce que la station-service la plus proche était située au-delà d'une frontière fermée, ou des situations pendant lesquelles les gens pouvaient difficilement aller au travail, chez le médecin ou à l'université parce qu'ils étaient bloqué devant une frontière fermée. Certains groupes d'amitié ou familles ont été séparés à court terme.

Il faut en faire plus et, surtout, il faut davantage de communication entre les pays de la Grande Région, de sorte que la vie des personnes habitantes dans les zones frontalières ne soit pas affectée négativement. On pourrait donc introduire une sorte de législation ou d'accord sur les frontières, de sorte que ces problèmes ne peuvent se poser à l'avenir.

3. Travailler dans la Grande Région

La Grande Région est un grand marché du travail. **Nous proposons un contrat de la Grande Région pour le travail, où le thème du travail peut être discuté avec trois ou quatre pays de la Grande Région, par exemple SaarLorLux, Rhénanie-Palatinat, et la Belgique.**

Jusqu'à présent, ces discussions ont été plutôt bilatérales.

4. Plus de droits pour les travailleurs et une agence pour l'emploi

Nous proposons une agence pour l'emploi pour la Grande Région. Cette agence réunirait des stages, des formations, des entreprises, des demandeurs d'emploi et des services d'emploi afin de mieux faire face à l'avenir des citoyens de la Grande Région. On pourrait également travailler davantage sur des droits du travail uniformes. Cette agence pourrait être conçue comme une sorte de plateforme en ligne.



5. Motivation des jeunes au cours de la pandémie de COVID-19, influence sur leur début de carrière

Le coronavirus a particulièrement touché les jeunes dans le domaine des contacts sociaux. Les statistiques montrent que les jeunes ont du mal à se concentrer sur leurs études et qu'ils ont souvent souffert de solitude. Les jeunes ont pu sortir moins, échanger moins. Les jeunes pouvaient voyager moins dans la Grande Région. Les journaux font état d'une soi-disant «génération perdue» ou «corona scars» parmi les jeunes. **Il devrait y avoir davantage d'initiatives soutenues par l'État afin d'améliorer la motivation et l'humeur des jeunes; par exemple, sous forme de formation, comment organiser des réunions afin que les jeunes puissent se connecter eux-mêmes. Nous proposons un groupe de travail pour les jeunes de la Grande Région où les jeunes peuvent se rencontrer et échanger en ligne et en personne.**

6. Des Règles de télétravail plus uniformes

Les travailleurs frontaliers en Grande Région ont pu constater que les pays de la Grande Région avaient des règles différentes pour le Télétravail. Les statistiques montrent que le télétravail peut même augmenter la productivité un ou deux jours par semaine dans certains domaines. **Nous souhaitons des règles de télétravail plus uniformes et des droits de télétravail plus uniformes dans la Grande Région.**

7. Plus d'entraînement numérique pour tous. Par les employeurs et les événements publics

L'ère digitale rend la formation au numérique de plus en plus importante. L'éducation et la formation tout au long de la vie sont d'une grande importance. L'intelligence artificielle jouera un rôle important à l'avenir. On prévoit qu'environ 9 % des emplois seront supprimés par l'intelligence artificielle. Mais la numérisation créera également de nouveaux postes de travail. **En tant que jeunes, nous exigeons plus de formation numérique dans les écoles, les universités et dans la société.** Tous les habitants de la Grande Région ont droit à une formation numérique. **Il est donc nécessaire d'organiser davantage de cours publics de formation au numérique.** En tant que jeunes, nous voyons donc un droit à la formation numérique et à la formation continue. Nous voyons également une responsabilité de transmettre ces connaissances aux personnes âgées, par exemple par le bénévolat dans nos communautés locales.



Une Europe sociale - Comment protéger et améliorer les droits sociaux des Européens ?

Lors du deuxième atelier, quatre jeunes issus de la France, L'Allemagne et du Luxembourg se sont réunis en ligne pour débattre et imaginer l'Europe sociale de demain.

Le premier temps de l'atelier a été consacré à des échanges et présentations sur l'Europe sociale afin d'apporter des connaissances actuelles aux participants sur ce vaste sujet. M. Olivier Brunet, professeur à l'Université de Nantes et Conférencier Team EUROPE DIRECT, leur a présenté les grands enjeux actuels : conditions de travail, conditions d'emploi et sécurité sociale. Mme Camille Djurovic, responsable du centre EUROPE DIRECT Territoires Lorrains, leur a ensuite apporté des compléments sur l'histoire et les avancées concrètes apportées par l'Union européenne dans ce domaine.

Discussions sur les limites de l'Europe sociale

*Afin d'entamer les échanges et de faire exprimer **les points de vue des participants sur l'Europe sociale à l'heure actuelle**, ils ont débattu sur plusieurs affirmations.*

Voici les résultats de leurs débats :

Le groupe partage plutôt l'avis que l'UE est un projet qui s'est construit sur une base d'une coopération économique et financière. Ils ont souligné que les compétences de l'UE en terme de politique sociale sont limitées et que l'intégration économique a été le premier moteur de la coopération. Toutefois, un participant a souligné que l'UE est basée sur des valeurs communes qui dépassent le pur intérêt économique.

Il a été difficile pour le groupe de se positionner sur l'affirmation "Aujourd'hui, l'UE protège mes droits sociaux". Une participante a souligné son manque de connaissance à ce sujet mais a pointé du doigt le fait que c'est souvent l'Union européenne qui est accusée de "casser le système social européen" dans les médias.

A l'inverse, 3 participants sur 4 se sont positionnés contre l'affirmation que "L'Europe promeut des valeurs sociales sur son territoire mais ne les applique pas lorsqu'elle traite/négocie avec des pays hors Europe." Pour étayer leurs connaissances, des exemples ont été donnés (accords de libre-échange UE-Viêtnam, UE-Corée du Sud).

Enfin, les participants ont été d'accord pour reconnaître que l'Europe agissait contre les discriminations (stratégie LGBTQI, stratégie pour l'inclusion des personnes handicapées...).



Ensuite, les participants ont soulevé plusieurs situations dans leur quotidien dans lesquelles les droits sociaux des Européens ne sont pas respectés, en ce qui concerne :

Egalité des sexes :

“Les femmes gagnent encore 23% de moins que les hommes en moyenne, et sur un temps de travail équivalent elles gagnent 16,8% de moins que les hommes (données de l'INSEE-2017).”

"Malheureusement, l'écart de rémunération entre les sexes est encore très élevé aujourd'hui. Une solution possible serait d'augmenter le temps obligatoire que le père doit passer à la maison après la naissance de l'enfant. De nombreuses inégalités proviennent du fait que seulement les femmes doivent quitter leur emploi pendant de nombreux mois.”

Salaire minimum :

“Dans certains pays, comme l'Italie, il n'existe pas de salaire minimum. Une législation européenne devrait être créée afin que chaque Etat fixe son propre salaire minimum.”

Soins de longue durée :

“Malgré la crise sanitaire, ce sont 5700 lits d'hôpitaux qui ont été supprimés en France en 2020, et 25% établissements ont fermé leurs portes cette même année. L'attente est ainsi de plus en plus longue pour être pris en charge, les services d'urgence ferment et les gens ne sont plus pris en charge suffisamment de temps. Il faut investir dans le service public de soins et stopper ces restructurations.”



Les propositions soutenues par les jeunes

Afin d'améliorer et de renforcer les droits sociaux des Européens, les participants souhaitent que :

1. L'égalité entre les femmes et les hommes soit atteinte sur le terrain.

Pour cela, il est proposé que les hommes passent plus de temps à la maison.

Mais cela ne suffit pas car les inégalités persistent. Il faut alors agir sur deux niveaux en Europe : (1) Au niveau législatif et (2) Au niveau culturel, éducation.

2. Enseigner les sciences sociales dans les établissements européens afin de pouvoir expliquer et outiller les élèves dès le plus jeune âge.

3. Interdire les stages non rémunérés au sein de l'Union européenne.

4. Introduire un revenu minimum au sein de l'Union européenne

5. Harmoniser les taux d'impôts sur les sociétés au sein de l'Union européenne

6. Respecter le droit à la déconnexion en dehors des heures de travail

7. Doter l'UE de davantage de compétences dans le domaine de la santé.



Conference
on the Future
of Europe

La Conférence sur l'Avenir de l'Europe - #FaitesEntendreVotreVoix!

La Conférence sur l'Avenir de l'Europe, ici, il s'agit d'une série de débats et de débats qui permettent aux citoyens de toute l'Europe d'échanger leurs idées et de façonner notre avenir commun. Cela fonctionne, par exemple, via la plate-forme numérique multilingue, créée spécialement pour la conférence. Sur cette plate-forme, les idées de FutureLabEU ont également été enregistrées après l'événement et y sont donc visibles!



<https://futureu.europa.eu/?locale=fr>

L'atelier d'avenir a été organisé sous la forme d'une coopération entre les centres EUROPE DIRECT Saarbrück, University of Luxembourg, Lorraine Grand Est (Nancy) et Territoires Lorrains (Colombey-les-Belles).

La manifestation a été co-financée par le Comité européen des régions et la Fondation Bertelsmann.

Organisateurs:



EUROPE DIRECT
Saarbrücken, University of Luxembourg,
Territoires Lorrains, Lorraine Grand Est

Co-financé par:



Europäischer Ausschuss
der Regionen

| BertelsmannStiftung

